

POUR UNE FONCTION PUBLIQUE DE QUALITÉ DÉFENDONS LE STATUT DE FONCTIONNAIRE

La crise sanitaire montre l'importance du développement des services publics. La création, l'enseignement, la recherche, l'information, la communication, les loisirs, le sport, la santé... nous disent clairement la nécessité avancée vers un monde où l'humain sera la richesse décisive.

En réponse le gouvernement a sorti son arme anti-services publics : la loi de transformation de la fonction publique territoriale qui place 90 % des services sous convention collective et contrats individuels, pour en finir avec le statut de fonctionnaire (19 % de la population active).

NOUS DISONS NON !

➔ **Non** à plus d'inégalités dans les rémunérations et les carrières, plus de mobilités contraintes, moins de démocratie sociale, à des restrictions du droit de grève

➔ **Non** à plus de contractuel·le·s dans la fonction publique, plus de suppressions de postes, plus d'externalisations de services publics vers le privé

➔ **et non** à la remise en question de la libre administration des collectivités territoriales :

avec la crise les agents des services publics se sont mobilisés pour venir en aide aux habitant.e.s, sans compter leurs heures, le manque de personnel est criant, mais le gouvernement impose une baisse de leurs jours de congés !

Aux côtés des agents et des syndicats, nos élu.e.s et maires communistes revendiquent le droit de ne pas mettre en oeuvre le dernier acte de la loi de transformation de la fonction publique qui augmente de façon injustifié le temps de travail. En effet ce sont souvent des négociations et des luttes locales qui ont permis de réduire le temps de travail en conservant les rémunérations, selon l'organisation dans les services, la pénibilité ou la volonté politique de créer des emplois publics statutaires supplémentaires. supplémentaires. Soyons mobilisé.e.s pour refuser ce recul démocratique !



*L'Humain
d'Abord*



« Détruire la fonction publique territoriale, ne pas répondre aux besoins de la fonction publique hospitalière, c'est donner au gouvernement et au monde capitaliste les mains libres pour attaquer les droits de tou.te.s les travailleur.se.s. »

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF

LA FONCTION PUBLIQUE... UN REMPART CONTRE LES INÉGALITÉS, JUSQU'À QUAND ?

Fonction publique territoriale mise à mal avec la baisse des dotations, casse d'EDF et tarifs pénalisants pour les usagers, privatisation de la RATP après la casse du statut des cheminots et ferroviaire ouvert à la concurrence...

É exigeons des moyens pour combattre les inégalités !

NOUS EXIGEONS :

- 👉 l'ouverture de postes : nous devons implanter plus de services publics et renforcer ceux existants
- 👉 une hausse de la rémunération : stop aux 10 ans du gel du point d'indice
- 👉 le retrait de cette loi et la pérennisation du statut de fonctionnaire

Donnons les moyens à nos services publics d'embaucher les centaines de milliers de médecins, infirmières, auxiliaires de vie, agents des services territoriaux dont le pays a tant besoin pour un accès égal de tous !

Pour faire le choix de l'humain

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris

Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr